



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGITIA

1527 route du Canal
82700 Montbartier

Références : CD/S 2025-0248
Code AIOT : 0006802618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement LOGITIA implanté 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Initialement, la visite visait à tester, de manière inopinée, le plan d'opération interne [POI] du site et l'organisation mise en place par l'exploitant pour réaliser des premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie (*Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Ce plan, obligatoire pour les sites Seveso, doit être testé régulièrement par les exploitants, au travers d'exercices de mise en situation*).

Mais, à son arrivée sur site, l'inspection a été informée, par l'exploitant, d'une panne électrique en cours impactant son établissement. Cette panne, apparue la veille, a été générée par de fortes intempéries. Elle n'a pas concerné pas que le site Logitia, mais a touché tout le secteur géographique où est implanté l'entrepôt.

La thématique de l'inspection a donc été revue, en l'axant sur la gestion des pertes d'utilités électriques. L'inspection s'est appuyée sur l'action nationale en cours portant sur les pertes d'alimentation électrique, sans, toutefois, en reprendre l'ensemble des points de contrôle. Cette action nationale concerne, en priorité, des sites Seveso. Elle vise à faire évoluer le cadre réglementaire suite à de récents incidents ayant confirmé une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte. Ces incidents se sont produits :

- à l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que des tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'a pas permis de pallier la durée de coupure électrique et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- à l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillances), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGITIA
- 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofouritures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Il est classé Seveso seuil haut et dispose d'une autorisation préfectorale d'exploiter mise à jour, en dernier lieu, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 03 décembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Panne électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	4 mois
2	Modalités de maintien de la surveillance lors de la coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Rétentions	AP Complémentaire du 03/12/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes en cas de perte d'alimentation électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
9	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
10	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré que dans les premières heures ayant suivi l'apparition d'une série de défauts remontés à la télésurveillance, l'exploitant s'est déplacé sur le site pour confirmer la coupure de l'alimentation électrique et mettre en place une veille durant la nuit.

L'inspection a également relevé que l'exploitant avait anticipé ce type d'incident puisqu'il disposait déjà d'une liste d'équipements critiques nécessitant un secours électrique en cas de coupure du courant. Il s'agit d'équipements liés à la détection et à la gestion d'un sinistre (détection incendie, gaz, sirène d'évacuation et PPI...). Leur secours est assuré par des batteries.

Toutefois, la durée de la panne électrique qui s'est produite les 25 et 26 juin s'est avérée supérieure à la durée d'autonomie des batteries de la plupart de ces équipements.

C'est pourquoi, et au regard également de l'accidentologie récente, l'inspection a demandé à l'exploitant d'examiner la possibilité de prolonger la durée de ce secours électrique, en retenant un objectif d'une durée d'autonomie de 48 heures. Cette demande a été formulée en référence aux orientations données à l'inspection dans le cadre de l'action nationale 2025 sur les pertes d'utilités. L'inspection a aussi demandé à l'exploitant de réaliser un retour d'expérience de cette panne de courant, afin d'en tirer les enseignements et faire évoluer, si nécessaire, ses procédures et consignes liées à la perte d'électricité.

Par ailleurs, la visite a mis en évidence que l'un des principaux moyens de lutte contre l'incendie du site (sprinklage à haut foisonnement) resterait opérationnel en cas de coupure électrique, car la motopompe associée fonctionne au gazole, à condition, cependant, que le dispositif de déclenchement manuel reste accessible. En revanche, les RIA pourraient s'avérer inopérants, le surpresseur associé à ces équipements n'étant pas secouru électriquement. A l'issue de cette inspection, l'exploitant devra donc proposer une solution technique, ainsi qu'un calendrier de réalisation des travaux, pour corriger cette situation. Des précisions sont également attendues de la part de l'exploitant sur le dispositif de lutte contre l'incendie du site (secours électrique d'une pompe, durée d'autonomie en gazole).

Quelques demandes ont aussi été formulées dans l'objectif d'un renforcement du dispositif mis en place par l'exploitant pour gérer les risques liés aux coupures électriques : liste des équipements critiques et valise d'astreinte à compléter, clapets coupe-feu à intégrer dans le POI et l'étude de dangers.

Enfin, la visite de terrain a conduit l'inspection à demander des précisions sur trois points : le calcul du dimensionnement de la rétention interne aux bâtiments, la nature des produits stockés dans le magasin A et les conséquences d'un incendie du stockage de palettes de bois vis-à-vis de la citerne souple d'eau incendie située à proximité. Quelques anomalies non critiques ont été relevées, que l'exploitant devra lever. Il a également été demandé à l'exploitant d'examiner l'incidence que pourrait avoir l'arrêt de l'extraction d'air (en cas de coupure électrique) en termes de gêne pour le personnel amené à pénétrer dans les cellules.

En conclusion de la visite, les constats ont donné lieu à 7 faits avec suite. Ils nécessitent la réalisation d'actions correctives ou la transmission d'éléments justificatifs de la part de l'exploitant. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Panne électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande

principale. [...]

Constats :

A son arrivée sur site, le 26 juin, l'inspection a été informée, par l'exploitant, d'une panne électrique en cours impactant son site. Cette panne est apparue la veille et est liée aux fortes intempéries survenues le 25 juin 2025 au soir. Elle n'a pas concerné que le site Logitia ; elle a impacté tout le secteur géographique où est implanté l'entrepôt.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a détaillé la chronologie des informations l'ayant conduit à identifier la panne sur le site et les premières actions qu'il a mises en œuvre. La chronologie a été établie à partir :

- de l'historique des informations reportées à la télésurveillance ;
- de la main courante manuscrite établie à l'arrivée du premier personnel sur site.

Le détail de la chronologie est donné en annexe confidentielle du présent rapport.

Il en ressort qu'après une série de défauts remontés en début de soirée, sur le système de télésurveillance, la coupure électrique sur le site Logitia a été confirmée à 23 h 55. Le personnel Logitia s'est déplacé sur site et a réalisé une veille durant la nuit.

Lors de la visite, afin de répondre à l'inspection, l'exploitant a présenté plusieurs documents sous format informatique consultés depuis un ordinateur portable. L'exploitant a précisé s'être organisé, après la coupure de courant, pour recharger, par roulements, les ordinateurs le nécessitant. **Un retour d'expérience de la panne de courant méritera d'être réalisé par l'exploitant, afin d'en tirer les enseignements, de répertorier les bonnes pratiques qui ont été mises en œuvre et les difficultés rencontrées.**

L'inspection note que le site Logitia est un entrepôt dédié au stockage de produits phytosanitaires, de produits d'agroéquipements (plastiques, semences) et de produits pour piscines. La visite de terrain réalisée par l'inspection a aussi montré que le site stocke des conserves alimentaires.

Par conséquent, il n'y a pas de process mis en œuvre sur le site pouvant dériver en cas de coupure électrique (pas de process de synthèse chimique nécessitant de maintenir un refroidissement, par exemple). En cas de perte de l'alimentation électrique, les mesures de sécurité définies par l'exploitant consistent donc essentiellement au maintien en fonctionnement des équipements liés à la détection et à la gestion d'un sinistre (détection incendie, gaz, moyens de lutte contre l'incendie et de mise en œuvre du plan d'opération interne). **Au regard des constats faits lors de la visite, cette stratégie n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection hormis le point ci-dessous :**

Lors de la visite de terrain, l'inspection a relevé de fortes odeurs dans certaines des cellules de l'entrepôt, liées au stockage de produits chlorés et de certains produits phytosanitaires. L'intensité de ces odeurs est possiblement due à l'arrêt de l'extraction d'air équipant ces cellules, durant la panne de courant. L'inspection observe que ces odeurs pourraient être de nature à incommoder le personnel s'il devait entrer dans les cellules (rondes, intervention).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera un retour d'expérience de la panne de courant. A l'issue ce retour d'expérience, l'exploitant passera en revue ses procédures et consignes encadrant les risques liés à la perte d'électricité, et les actualisera si nécessaire. L'exploitant adressera à l'inspection une synthèse de son retour d'expérience.

L'exploitant examinera si l'arrêt de l'extraction d'air dans les cellules d'entreposage de produits odorants pourrait gêner l'intervention du personnel amené à pénétrer dans les cellules. Il étudiera, le cas échéant, les mesures techniques ou organisationnelles pouvant être mises en place pour pallier cette gêne. Il transmettra à l'inspection les conclusions de son examen.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Modalités de maintien de la surveillance lors de la coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte de l'alimentation électrique, les mesures de sécurité définies par l'exploitant consistent essentiellement au maintien en fonctionnement des équipements liés à la détection et à la gestion d'un sinistre (détection incendie, gaz, moyens de mise en œuvre du plan d'opération interne).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un fichier informatique répertoriant les équipements du site identifiés comme critiques en cas de coupure électrique. Ils correspondent aux dispositifs de détection et de gestion d'un sinistre du site. D'après ce fichier, les équipements le nécessitant, sont secourus électriquement par batteries ; la motopompe permettant d'alimenter en mousse haut foisonnement les systèmes de sprinklage de certaines des cellules de l'entrepôt, ne nécessite pas d'être secourue électriquement, car elle utilise du gazole.</p> <p>L'inspection note que dans la liste des équipements critiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne figurent pas les talkies utilisés par l'exploitant en cas de déclenchement du plan d'opération interne [POI] ; • les clapets coupe-feu équipant certaines des cellules de l'entrepôt ne sont mentionnés ni

dans l'étude de dangers, ni dans le POI du site.

Selon le fichier informatique de l'exploitant, en cas de défaillance des alimentations de secours, ou de dépassement de la durée d'autonomie des dispositifs de secours, un gardiennage 24h/24 et 7j/7 serait mis en place.

L'inspection relève que :

- le surpresseur associé aux Robinets Incendie Armé [RIA] n'est pas secouru (L'alimentation en eau des RIA est gérée sur le site de Montbartier, par une réserve indépendante en eau suivie d'un surpresseur). Or, certaines zones du site ne sont équipées que d'extincteurs et de RIA (absence de sprinklage). C'est ainsi le cas de l'aire de préparation, mais l'inspection a constaté que cette zone était vide lors de la visite. C'est également le cas du magasin A qui contenait, le jour de la visite, divers produits (bâches, conserves alimentaires...). Selon les documents produits par l'exploitant (étude de dangers, POI), les produits présents dans le magasin A relèvent principalement des rubriques n° 2662 et 2663 (stockage de polymères) et n° 1510 et 1532 (bois, palettes) et il n'y a pas de scénario d'incendie du magasin A évalué dans l'étude de dangers. L'inspection estime, toutefois, que le caractère non combustible des stockages présents dans le magasin A lors de la visite, nécessite d'être davantage justifié ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si la pompe électrique Jockey est secourue en cas de perte d'électricité. Il s'agit d'une pompe d'appoint permettant de maintenir le système incendie en pression en cas de chute de pression.

L'inspection a également constaté que l'exploitant dispose de valises d'astreinte comportant notamment le POI sous forme papier et de dispositifs d'éclairage (lampe à pile et lampe à dynamo). Toutefois la valise d'astreinte bis qui était dépourvue de lampe le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intégrera à son fichier informatique répertoriant les équipements critiques identifiés sur le site nécessitant, les talkies qui seraient utilisés en gestion de crise.

Lors de leurs prochaines mises à jour, l'exploitant intégrera dans l'étude de dangers et le POI du site, les clapets coupe-feu.

L'exploitant examinera les solutions techniques pouvant être mise en œuvre pour secourir électriquement le surpresseur associé aux RIA. Il informera l'inspection de la solution retenue et du calendrier des travaux (4 mois).

L'exploitant précisera si la pompe Jockey est secourue électriquement. Dans la négative, il examinera la nécessité de mettre en place un secours électrique de la pompe Jockey. L'exploitant transmettra à l'inspection les conclusions de son analyse, accompagnée, le cas échéant, du calendrier des travaux.

L'exploitant complètera la valise d'astreinte bis par une lampe de secours.

L'exploitant justifiera du caractère non combustible des produits présents dans le magasin A le jour de la visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Consignes en cas de perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Prescription contrôlée :

Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Comme mentionné précédemment, selon le fichier informatique tenu par l'exploitant, en cas de défaillance des alimentations de secours, ou de dépassement de la durée d'autonomie des dispositifs de secours, un gardiennage 24h/24 et 7j/7 serait mis en place.

Par ailleurs, des consignes en cas de coupure électrique sont disposées en divers endroits du site (centrale SSI, local incendie). Elles rappellent l'obligation de gardiennage lorsque la coupure de courant est supérieure à la durée d'autonomie des équipements de secours électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

Constats :

Le fichier informatique répertoriant les équipements du site identifiés comme critiques en cas de coupure électrique précise la durée d'autonomie des batteries de secours, pour ceux qui en sont dotés.

Selon l'exploitant, ces durées d'autonomie sont issues d'un échange avec son prestataire.

L'inspection note que la durée d'autonomie de la plupart des équipements du site secourus par batteries est inférieure à la durée de la panne électrique qui s'est produite les 25/26 juin 2025 (sauf pour le système anti intrusion). L'inspection a également pu consulter la notice des talkies. Ce document précise leur durée d'autonomie : 16 heures, ce qui est voisin de la durée de la panne électrique.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le système de sécurité incendie (SSI) était encore fonctionnel avant l'arrivée de l'inspection. **L'inspection n'a pu constater visuellement si le dispositif SSI était encore opérationnel malgré la panne électrique, le courant ayant été rétabli aux alentours de 16 h 00, peu de temps avant la visite de terrain.**

L'inspection constate donc qu'il ne peut être exclu le fait que durant un laps de temps non déterminé, les détections incendie du site, le démarrage automatique du système d'extinction à la mousse du site asservi au déclenchement de ces détections, la fermeture à distance des clapets coupe-feu des cellules, le fonctionnement des sirènes n'aient plus été opérationnels.

L'inspection observe, de plus, que la durée d'autonomie des batteries des équipements considérés comme critiques (sauf système anti intrusion) pourrait ne pas être suffisante pour faire face à des événements similaires à ceux survenus ces dernières années, sur des sites industriels en France, et mettant en évidence une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité, et le défaut ou le manque de secours visant à pallier cette perte (cf. partie contexte du présent rapport).

L'inspection note, néanmoins, que :

- la motopompe permettant d'envoyer la mousse d'extinction incendie, en cas de feu d'une cellule, fonctionne au gazole et peut être démarrée manuellement. L'inspection a pu constater que la réserve de secours en gazole associée à la motopompe était pleine. Un test de son démarrage a été effectué lors de la visite. Il n'a pas mis en évidence

d'anomalies. Le fonctionnement de la motopompe n'a donc pas été affecté par la panne électrique. Les volumes de la nourrice de cette motopompe et du réservoir de secours en gazole ont été précisés par l'exploitant. **En revanche, la durée d'autonomie en gazole du site, en considérant la réserve de secours, n'a pu être indiquée.**

- les clapets coupe-feu sont actionnables manuellement ;
- la télésurveillance était opérationnelle malgré la panne de courant en cours : informations reportées sur l'un des téléphones portables présentés par l'exploitant.

Enfin, lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une des valises d'astreinte (valise bis) ne comportait pas d'équipement pour recharger un téléphone portable (tels que, par exemple, câbles USB ou chargement sur allume-cigare).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analysera les données dont il dispose (télésurveillance,...), afin de déterminer si la centrale SSI est restée opérationnelle pendant la totalité de la durée de la panne électrique. Il transmettra les conclusions de son analyse à l'inspection.

L'exploitant examinera la possibilité de prolonger la durée du secours électrique, notamment pour les équipements secourus par batteries, en retenant un objectif d'une durée d'autonomie de 48 heures. Il adressera à l'inspection les solutions envisageables pour prolonger la durée du secours électrique.

L'exploitant complètera la valise d'astreinte bis par un équipement permettant de recharger un téléphone portable.

L'exploitant précisera la durée d'autonomie de la motopompe en considérant la réserve de secours en gazole.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'état des matières stockées

Prescription contrôlée :

Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à

<p>cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, malgré la coupure électrique, l'exploitant a été en mesure de présenter rapidement les états des matières stockées détaillé et simplifié mis en place pour répondre aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié.</p> <p>Suite à la visite, l'inspection a relevé que le magasin A ne fait pas partie de ce listing.</p> <p>Selon les documents produits par l'exploitant (étude de dangers, POI), les produits présents dans le magasin A relèvent principalement des rubriques n° 2662 et 2663 (stockage de polymères) et n° 1510 et 1532 (bois, palettes) et il n'y a pas de scénario d'incendie du magasin A évalué dans l'étude de dangers.</p> <p>L'inspection a, toutefois, noté que le jour de la visite, divers produits (bâches, conserves alimentaires...), dont le caractère non combustible nécessite d'être davantage justifié par l'exploitant, étaient stockés dans le magasin A.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le listing des produits qui étaient stockés dans le magasin A le jour de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 6 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions - dimensionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers version 2024-02 datée de février 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'étude de dangers, les rétentions internes des bâtiments de l'entrepôt permettent de récolter un épandage de produits liquides ou les eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Le volume de rétention mentionné dans l'étude de dangers est de 1668 m³ au total.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que dans certaines cellules (cellule G par exemple), le seuil des portes donnant sur l'extérieur est plus bas que le seuil des murets en béton des parois des cellules.</p> <p>L'étude de dangers ne détaille pas le calcul du volume de rétention totale. Lors de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ce volume total prend bien en compte la hauteur</p>

l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ce volume total prend bien en compte la hauteur plus faible des seuils des portes donnant sur l'extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que le volume des rétentions internes des bâtiments de l'entrepôt prend en compte la hauteur plus faible des seuils des portes donnant sur l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Analyse de risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de palettes
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Constats : Le site comporte un stockage de palettes situé non loin de la citerne d'eau dédiée à la lutte contre l'incendie du site (Défense extérieure contre l'incendie), constituée d'une bache souple. L'étude de dangers en vigueur n'évalue pas les effets d'un incendie du stockage de palettes. Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'un incendie de ce stockage n'aurait pas d'effets domino sur la réserve souple d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant examinera les effets d'un incendie du stockage de palettes, et ses éventuelles conséquences sur la citerne souple d'eau incendie. Les conclusions de cette analyse seront à transmettre à l'inspection. Elles seront à intégrer à l'étude de dangers lors du prochain réexamen.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents

susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.
Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté quelques anomalies non critiques :

- sur une des armoires électriques (armoire générale basse tension : AGBT), le témoin lumineux signalant l'ouverture de la vanne de barrage n'est plus visible (La fermeture de cette vanne permet de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie). L'exploitant n'est donc pas en mesure de connaître, à distance, le positionnement de la vanne ;
- deux témoins de défaut sont allumés sur la centrale SSI. Selon l'exploitant, il s'agit d'un défaut électrique intempestif dont l'origine a été recherchée mais n'a pas été trouvée pour l'instant. D'après l'exploitant, ce défaut ne masquerait pas d'autres défauts s'il en survenait ;
- dans le local de charge des batteries des transpalettes, situé dans la partie ancienne de l'entrepôt, un voyant est allumé sur un des boîtiers de charge (boîtier préparateur n° 3). L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de la visite, d'en préciser l'origine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant corrigera les anomalies constatées lors de la visite sur l'armoire AGBT et dans le local de charge des batteries des transpalettes.

Pour les défauts signalés sur la centrale SSI, l'exploitant se rapprochera de son prestataire en charge de la maintenance de l'équipement, afin de :

- poursuivre les investigations sur les origines des défauts signalés ;
- disposer des éléments justifiant que les défauts ne seraient pas de nature à masquer d'autres défauts s'il en survenait.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)

Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

<p>Constats :</p> <p>Par sondage l'inspection a demandé en séance les fiches de données de sécurité des deux produits suivants : Maxi-Chlore Galets ecogene 1Kg et Chlore lent Galets 250 g U 2Kg. L'exploitant a présenté les deux fiches de données de sécurité, datées du 10/11/2023. Elles sont rédigées en français, mentionnent les coordonnées du fournisseur et contiennent l'ensemble des 16 rubriques attendues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Moyens d'extinction FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les moyens d'extinction indiqués dans la sous-rubrique 5.1 des fiches de données de sécurité du Maxi-Chlore Galets ecogene 1Kg et du Chlore lent Galets 250 g U 2Kg sont bien à disposition en cas d'incendie, à savoir de l'eau pulvérisée (Robinet d'Incendie Armés et extincteurs à eau) et de la mousse à haut foisonnement.</p> <p>Les poudres d'extinction ammoniac et halogénées déconseillées pour des raisons de sécurité ne sont pas employées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>